

Session 9 – Consommation soutenable : fantasme ou nécessité ?

Coordination : Lionel Ragot

Transition alimentaire : une nouvelle phase de changement des comportements est inévitable pour parvenir à une consommation durable.

Parmi les différentes composantes de la consommation des ménages, l'alimentation a la caractéristique de concentrer les multiples facettes de la problématique de la consommation durable. Même si la part de l'alimentation dans la consommation ne cesse de diminuer en France (20% en 2014 contre plus de 35% en 1960), la consommation alimentaire par habitant continue de croître au rythme de 1,1% par an. Le panier des ménages a connu des modifications profondes, consécutives aux changements de leur régime alimentaire. Sur la longue période cette évolution a connu plusieurs grandes phases synthétisées dans ce que l'on appelle la transition nutritionnelle (ou transition alimentaire). Cette transition est jointe à la transition démographique et fortement liée aux grandes transformations économiques structurelles. Nous sommes actuellement dans une période de basculement entre le quatrième âge de la transition alimentaire, *l'âge des maladies dégénératives*, et une nouvelle phase, *l'âge du changement de comportement*, induite par la prise de conscience des problèmes de santé et environnementaux qu'implique le régime alimentaire occidental dominant actuel. Le développement de l'agriculture a mis fin à *l'âge de la collecte d'aliments*, caractérisé par le chasseur-cueilleur. Mais ce développement de l'agriculture qui a permis un essor démographique (trop) important, s'est accompagné de périodes de famines fréquentes, c'est *l'âge des famines*. N'oublions pas qu'il y a à peine 150 ans, la dernière grande famine en Europe a fait plus de 1 300 000 morts en Irlande. La révolution industrielle, avec ses gains de productivité considérables dans l'agriculture et l'émergence d'une industrie agro-alimentaire, a permis de rentrer dans *l'âge du déclin des famines*, marqué par une diversification des aliments consommés et une part de plus en plus importante de produits animaux (viande, produits laitiers) dans le régime alimentaire. Cette phase fait la transition entre une période de carences extrêmes (disettes et famines) et d'excès alimentaires tout aussi extrêmes qui contribuent au développement de l'obésité et des maladies dégénératives (maladies cardio-vasculaires et cancers). L'augmentation des revenus conduit généralement vers un modèle d'alimentation, qualifié d'occidental, riche en graisses saturées, en sucre et en aliments raffinés mais pauvres en fibres et en micronutriments. De nombreux pays (y compris en développement) sont aujourd'hui dans cet *âge des maladies dégénératives*.

Notre mode de consommation alimentaire actuel est donc non durable au regard des problèmes de santé qu'il engendre. Pour ne prendre que l'exemple de l'obésité (qui est elle-même associée à une augmentation du risque des maladies cardio-vasculaires, de cancers et de diabète), sa prévalence a plus que triplé au niveau mondial depuis 1975. En 2016, 1,9 milliards d'adultes étaient en surpoids, dont 650 millions obèses. En France, le surpoids touche plus de 40% des hommes et environ 25% des femmes. Quel que soit le sexe, le taux d'obésité se situe entre 15 et 16%, il était de 8,5% en 1997. Nous sommes encore loin des valeurs extrêmes des Etats-Unis, où près de 40% des adultes de plus de 20 ans étaient obèses en 2016 contre 34% en 2007. L'obésité est devenue la première cause de décès prématurés aux Etats-Unis. Elle augmente de 47% le nombre d'années de vie perdues par rapport au tabagisme (qui écourte déjà la durée de vie de 8 ans en moyenne).

Autre signe de la non-durabilité de nos modes de consommation actuels, si le régime alimentaire des américains était partagé par l'ensemble de l'humanité il faudrait l'équivalent de 4 terres pour pouvoir satisfaire cette demande et 2,5 terres pour le régime alimentaire des français. Si le rythme actuel se poursuit, l'ONU estime l'augmentation nécessaire de la production agricole d'ici 2050 à 70% et celle de la production de protéines animales à 76%. En plus des terres cultivables, la convergence

vers ce régime alimentaire dit occidental entraîne des pressions non soutenables sur l'accès à l'eau. Aujourd'hui, la part de l'agriculture dans la consommation mondiale d'eau s'élève à plus de 70%. Les ressources en eau seront insuffisantes pour satisfaire la hausse de la production agricole estimée par l'ONU (à mode de production inchangé).

Nos modes de consommation et les pratiques agricoles qu'ils induisent sont également à l'origine de dégradations environnementales conséquentes. Les cours d'eau et les nappes phréatiques sont pollués par des dérivés azotés induits par l'élevage intensif et par les produits de l'agriculture intensive qui nécessite de plus en plus d'engrais chimiques (nitrates et phosphates), d'herbicides, d'insecticides et autres produits phytosanitaires. Les rejets de nitrates liés à la production porcine intensive en Bretagne sont à l'origine de la prolifération des algues vertes sur le littoral de cette région. L'impact environnemental de notre consommation alimentaire ne se limite pas à l'eau, elle contribue également au réchauffement climatique. La production de viande à grande échelle est responsable de près de 15% des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial en 2013 selon la FAO. La hausse de cette production qu'impliquerait une généralisation du régime alimentaire occidental au niveau mondial se révélerait totalement incompatible avec l'objectif de limitation de l'élévation de la température à 2 degrés. Ces pollutions agricoles occasionnent également de multiples dommages à la biodiversité. Selon une étude récente du CNRS, l'intensification des pratiques agricoles en France serait à l'origine de la disparition de pratiquement 2/3 des effectifs de certaines espèces d'oiseaux en 17 ans. L'usage intensif de pesticides, en éradiquant les insectes, prive les oiseaux de nourriture.

Le constat est sans appel : notre mode de consommation alimentaire n'est pas durable, que ce soit en raison de ses effets néfastes sur la santé et sur l'environnement ou des contraintes de ressources naturelles. Contrairement à d'autres composantes de la consommation également non durables, telle que l'énergie, les remèdes ne peuvent reposer essentiellement sur une politique de l'offre mais viendront principalement d'une politique visant à changer les comportements de consommation. On entrevoit les premiers signes de la prise de conscience des multiples risques associés au mode de consommation occidental, ce qui conduit certains à considérer que nous sommes déjà rentrés dans une nouvelle phase de la transition alimentaire : *l'âge du changement de comportement*. On observe depuis quelques années une diminution de la consommation de viande et de graisse par les catégories très aisées et les couches moyennes supérieures dans les pays développés, souvent suivie plus tardivement par les autres catégories sociales. Mais ces évolutions restent trop modérées par rapport à celles nécessaires pour installer nos économies sur un sentier de consommation durable. Des politiques publiques sont donc indispensables pour amplifier ce changement de comportement et ont commencé à être mise en œuvre, reposant sur l'éducation et l'information des citoyens (système nutri-score) ou la taxation des produits néfastes (taxe soda). Mais la difficulté, majeure pour les économistes, réside dans le fait que le régime alimentaire s'inscrit dans une tradition culturelle et présente donc des résistances fortes aux changements : « Dis moi ce que tu manges, je te dirai qui tu es ». Tant que nous serons des « occidentaux », nous resterons éloignés d'une consommation alimentaire durable.